

Note argumentaire et complémentaire du CPR à propos du « Dispositif Zéro expulsion locative » de BATIGERE / AMLI

Remarque du CPR Grand Est :

À ce stade, le dossier présenté ne précise pas les modalités de pilotage / de portage du dispositif en Alsace (mention uniquement des partenaires impliqués en Moselle et en Meurthe-et-Moselle). Plus globalement, peu de visibilité sur l'articulation avec la démarche Logement d'Abord et la mise en œuvre accélérée qui concerne pourtant 3 secteurs visés par le projet (territoire Metz-Métropole, territoire Eurométropole de Strasbourg et ville de Mulhouse/territoire M2A).

- ⇒ Au moment du dépôt du dossier, effectivement l'ensemble des partenaires concernés par le projet n'a pu être rencontré. Le projet a été présenté aux DDSCS de Moselle et de Meurthe-et-Moselle avec lesquelles le projet relatif au 3^{ème} AAP est en cours. Il a reçu un avis favorable, soulignant les évolutions.

Par ailleurs, AMLI et BATIGERE, le porteur du projet ont rencontré le service Logement de la DDSCSP du Haut-Rhin pour le présenter et préciser les missions des deux structures. Les 10 dossiers prévus sur ce territoire (sur les 100) concerneront principalement la Ville de Mulhouse, retenue dans le cadre de la mise en œuvre accélérée du Plan Logement d'abord.

Les interventions d'AMLI sur ce territoire dans le cadre de sa prestation de service d'action sociale ont permis de tisser un réseau de partenaires avec les opérateurs du logement accompagné et de l'hébergement avec lesquels un travail est engagé pour contribuer à la fluidification des parcours résidentiels. Le projet, notamment dans sa phase Accès, avec la modalité de sous-location, concernerait davantage les publics plus précarisés, nécessitant un accompagnement renforcé, pluridisciplinaire.

Une commission dont il faudra définir avec les services de l'État la fréquence permettra de repérer ces situations et les valider pour intégrer le dispositif.

Mme COULOT, Responsable Action sociale et Mme AUBIERGE, Chef de Projet Logement d'abord (CCAS de la Ville de Mulhouse) ont également été rencontrées.

Ce même type de rencontre sera programmé courant décembre avec l'Eurométropole de Strasbourg.

Le projet présenté constitue un outil pour contribuer au Logement d'Abord, à disposition des partenaires pour favoriser l'accès au logement des ménages précarisés dans leur parcours logement, en leur permettant d'accéder à un logement social, dans des conditions sécurisées (conditions financières, d'accompagnement).

Pour les plus vulnérables d'entre eux (long parcours d'hébergement notamment), la sous-location ainsi que la possibilité d'un double accompagnement (social/psy) renforcent ce caractère sécurisant.

Remarque du CPR Grand Est :

Toutefois, à la lecture du dossier, il semble plutôt s'agir d'une volonté de pérenniser le dispositif actuel et moins d'expérimenter et/ou mettre en place un dispositif innovant.

Le dossier déposé au titre de ce 4^e AAP semble davantage viser à pérenniser une démarche existante, et moins à innover ou expérimenter.

Si des modifications ont été apportées au projet initial, afin de tenir compte des premières difficultés rencontrées sur le terrain, celles-ci restent très à la marge et ne concernent principalement que le

territoire géographique (intégration de l'Alsace avec deux territoires AMI) et le rapprochement du secteur sanitaire et social par l'intervention complémentaire d'un travailleur social et d'une psychologue pour prendre en charge les situations les plus complexes.

Le projet porté par BATIGERE avec l'association AMLI présente des évolutions importantes d'une part en écho aux écarts/difficultés relatives à la mise en œuvre du dernier projet (notamment la prise en compte au moment de l'assignation et non plus à la résiliation du bail ou la sous-location au moment de l'accès). D'autre part, ce projet prend en compte l'évolution des publics, de leurs difficultés notamment sur le plan comportemental voire de la santé mentale qui impactent fortement leur accès au logement et leur maintien. Ces constats sont relayés au niveau des différentes instances institutionnelles et associatives ; les réponses pour favoriser une inclusion pérenne dans le logement à ses problématiques restent marginales aujourd'hui.

Aussi, l'intégration d'une compétence de Psychologue représente pour ce projet une véritable innovation, plus-value pour les ménages qui seront accompagnés.

La seconde innovation est l'intégration d'une application numérique pour accompagner les ménages dans leur gestion budgétaire. Au-delà d'appréhender différemment et de façon ludique ce sujet, il s'agit également d'acculturer les ménages au numérique, dans un contexte de développement de la dématérialisation des démarches d'accès aux droits.

Enfin, le dossier présenté pour ce 4^{ème} AAP est porté pour la première fois par BATIGERE, bailleur implanté sur 4 départements sur le Grand Est, permettant ainsi d'élargir le périmètre géographique de mise en œuvre du dispositif.

L'appel à projet lancé par l'Union sociale pour l'Habitat prévoit que les projets présentés « doivent permettre la mise en œuvre de processus de travail pérennisables ».

L'introduction de ces nouvelles modalités y contribuera.